

Accord Canada—Nouvelle-Écosse

L'aspect le plus sérieux de l'accord de libre-échange conclu entre le Canada et les États-Unis est l'intégration complète du marché nord-américain de l'énergie au Canada et aux États-Unis. En fait, le président Reagan a déclaré que cet accord de libre-échange est la constitution économique de l'Amérique du Nord.

Le secrétaire d'État du Canada (M. Crombie), l'ancien maire de Toronto, se trouve à la Chambre. Je sais que, en tant que maire de Toronto, il voulait que l'on reconnaisse au conseil municipal de sa ville un grand pouvoir, de façon à permettre aux Torontois de prendre les décisions qui les touchent dans leur quotidien.

Cet argument vaut également dans la situation qui nous occupe. Les Canadiens devraient avoir le dernier mot à propos du prix de l'énergie dans leur pays, et aussi en ce qui concerne la sécurité de leur approvisionnement. En vertu de l'accord de libre-échange, la seule solution possible est de faire payer aux consommateurs canadiens le même prix que celui exigé des Américains qui importent notre énergie.

Je siégeais à la Chambre dans les années 70 au moment de la hausse énorme des prix du pétrole. Beaucoup de gens favorisaient à l'époque un système de double prix qui maintiendrait les prix pour les agriculteurs canadiens, qui sont plusieurs milliers dans ma circonscription, à un niveau bien inférieur à ce qu'ils auraient eu à déboursier si nous leur avions fait payer le prix mondial. Ce système de double prix a permis aux Canadiens de chauffer leurs maisons à un coût bien moindre, et aux automobilistes de payer moins cher pour leur essence.

Si nous adoptons l'accord de libre-échange, nous ne pourrions pas appliquer un tel système, car nous devons faire payer au consommateur de Kamsack, Toronto ou Halifax le même prix qu'à celui de Los Angeles, Chicago ou San Francisco. Il est préjudiciable pour l'avenir du Canada de renoncer à notre souveraineté.

La situation actuelle justifie peut-être des prix similaires pour le moment, mais nous ignorons ce qu'elle deviendra plus tard. Il pourrait arriver que le gouvernement et le Parlement du Canada aient à adopter une mesure similaire à celle que l'on a prise dans les années 70 dans le but de protéger les consommateurs canadiens contre les répercussions de la crise au Moyen-Orient, lorsque les prix du pétrole ont augmenté vertigineusement en l'espace de quelques mois. Je ne comprends vraiment pas comment le parti de sir John A. Macdonald et de John Diefenbaker peut renoncer pour toujours à notre souveraineté sur les prix de l'énergie au Canada.

● (1230)

Mme Sparrow: Nous ne renonçons pas à notre souveraineté.

M. Nystrom: La députée de Calgary dit qu'ils ne renoncent pas à notre souveraineté. On n'a qu'à lire l'accord de libre-échange. Il s'agit d'une entente générale visant à libéraliser le plus possible les échanges bilatéraux dans le secteur de l'énergie, notamment en matière d'accès non discriminatoire aux sources canadiennes d'énergie pour les États-Unis et d'accès garanti au marché américain pour les exportateurs canadiens d'énergie.

Mme Sparrow: Les provinces exercent un contrôle total sur le secteur.

M. Nystrom: Les provinces, aux termes de cette entente, ne peuvent plus faire payer aux consommateurs de l'Alberta un prix différent de celui qu'elles demandent aux États-Unis.

Mme Sparrow: Nous ne le voulons pas, de toute façon.

M. Nystrom: La députée de Calgary le confirme. Elle dit que ce n'est pas ce qu'ils veulent, de toute façon. Mon argument, c'est que nous pourrions le vouloir. Dans les années 70, nous avions un prix canadien qui était bien inférieur aux prix des exportations vers les États-Unis. Je suis totalement en faveur d'une telle politique, et elle était massivement appuyée en Saskatchewan.

J'invite n'importe quel député du parti conservateur à venir dans ma circonscription expliquer aux agriculteurs qu'ils ne méritent pas un prix canadien plus bas lorsque les prix mondiaux crèvent le plafond, comme c'était le cas dans les années 70. Je m'inquiète à ce sujet. Je vois que cela fait sourire le député de la région de Toronto, le leader du gouvernement à la Chambre (M. Lewis).

M. Lewis: Simcoe-Nord.

M. Nystrom: Je me rappelle la colère du député de Simcoe-Nord (M. Lewis), il y a quelques années, lorsque certains Albertains ont commencé à afficher sur leur pare-chocs: «Que les bâtards de l'Est gèlent dans l'obscurité». La colère était générale à la Chambre. Je sais que je l'étais. En tant que Canadien de l'Ouest, je trouvais cela très injuste pour les Canadiens du centre. À l'avenir, ce ne seront pas les Albertains qui diront cela. Ce seront les Américains, parce que ce seront eux qui contrôleront notre politique énergétique, et je ne suis pas d'accord avec cela.

Nous pourrions passer des contrats à long terme sans renoncer à notre droit d'avoir un prix canadien. Nous pourrions passer des contrats à long terme sans renoncer à contrôler les approvisionnements en période de crise. Ce que nous donnons avec cet accord de libre-échange, c'est le droit à la sécurité des approvisionnements, puisqu'en période de crise, les États-Unis auront un accès proportionnel aux approvisionnements réduits du Canada, sans discrimination en matière de prix. Nous ne pourrions pas utiliser nos ressources énergétiques pour favoriser les économies de la Saskatchewan, du Manitoba ou du Québec, parce que nous devons pratiquer les mêmes prix qu'avec les États-Unis.

J'espère que cela deviendra un grand thème de la prochaine campagne électorale. En ce cas, le parti conservateur subira un cuisant revers, parce que les Canadiens veulent leur souveraineté et le droit de fixer eux-mêmes le prix de leur énergie et de contrôler leurs approvisionnements. C'est exactement ce que veulent les Canadiens. Ils ont été très heureux dans les années 70 de l'instauration du système du double prix. Les gens de ma circonscription ont beaucoup apprécié ce système, et j'ai été très fier de l'appuyer, parce qu'il permettait aux agriculteurs de Kamsack d'acheter leur carburant à un prix bien inférieur à ce qu'il aurait été si les conservateurs avaient dirigé le gouvernement.